

De la difficultÃ© de concilier les Ã©chelles de territoires et de temps

Dossier de la rÃ©daction de H2o
March 2023

200 personnes ont assistÃ© Ã la MatinÃ©e de l'eau organisÃ©e par Les Canaliseurs Auvergne et Les Canaliseurs du Sud-Est (RhÃ‘ne-Alpes) le 22 mars Ã Bourg-Argental (Loire). Cet Ã©vÃ©nement, dont c'Ã©tait la 2Ã“me Ã©dition, s'inscrivait dans le cadre de la JournÃ©e mondiale de l'eau et se dÃ©clinait simultanÃ©ment dans 15 rÃ©gions de France, sous la bannÃ©e "Les Canaliseurs, acteurs pour la planÃ©te".

Le contexte a Ã©tÃ© posÃ© dÃ’s l'introduction de cette matinÃ©e par StÃ©phane Graupner, dÃ©lÃ©guÃ© rÃ©gional RhÃ‘ne-Alpes des Canaliseurs. Les donnÃ©es climatiques et mÃ©tÃ©orologiques de ces derniÃ“res annÃ©es, et derniers mois, donnent un signal d'alarme fort. Une sÃ©cheresse de l'Ã©tÃ© 2022 sans prÃ©cÃ©dent en France, un hiver 2022-2023 tout aussi sec, enchaÃ®nant plus de 30 jours sans pluie, des niveaux de nappes phrÃ©atiques inquiÃ©tants sur une grande partie du pays... En rÃ©sultat certains territoires, situÃ©s pourtant au cœur de l'Auvergne, le "chÃ¢teau d'eau de la France", se voient alimentÃ©s par camions-citernes depuis plusieurs mois... L'entretien des canalisations et les stratÃ©gies Ã mener en matiÃ¨re de sÃ©curisation et de prÃ©servation de la ressource en eau potable ont pu Ãªtre abordÃ©s lors d'une table-ronde rÃ©unissant reprÃ©sentants d'agences de l'eau, de la maÃ®trise d'œuvre et des collectivitÃ©s locales. Les Ã©changes ont Ã©galement soulevÃ© plusieurs problÃ©matiques liÃ©es aux Ã©chelles de territoires et de temps et qui ne sont pas toujours compatibles avec l'action immÃ©diate.

Jean-Marc Pillot, chef du service RhÃ‘ne Rive droite Ã l'Agence de l'eau RhÃ‘ne-MÃ©diterranÃ©e-Corse, a rappelÃ© que la prÃ©servation de la ressource reprÃ©sente un axe fort du programme de l'Agence. Un meilleur partage et des Ã©conomies d'eau apparaissent en effet comme l'une des 4 prioritÃ©s, dans un contexte oÃ¹ la disponibilitÃ© de la ressource diminue et les sols s'assÃ“chent. L'Agence dÃ©fend aussi la solidaritÃ© urbain/rural, avec des aides spÃ©cialement flÃ©chÃ©es pour les zones de revitalisation rurale (ZRR). S'agissant des interconnexions, les projets de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) sont des outils Ã disposition pour prioriser les actions en faveur des bassins en dÃ©ficit. Ã‰ l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, la philosophie est la mÃªme : "Il convient d'agir Ã la fois sur la prÃ©servation de la ressource d'un point de vue qualitatif, avec la protection des captages notamment", explique Peggy Vogt, responsable du service CollectivitÃ©s et Industrie, qui prÃ©cise : "Nous accompagnons Ã©galement le dÃ©veloppement d'outils de gestion patrimoniale, pour amÃ©liorer les rendements des rÃ©seaux." Pour les interconnexions, l'Agence a par ailleurs annoncÃ© une augmentation de sa part de financement, passant de 30 Ã 50 %. Cependant, au-delÃ mÃªme des financements, "la clÃ© d'une bonne gestion de sa ressource rÃ©side aujourd'hui dans la vision stratÃ©gique portÃ©e par les collectivitÃ©s", estime LaÃ«titia Simonot, responsable du pÃ¢le Hydraulique urbaine chez Artelia Group. Les schÃ©mas directeurs d'eau potable permettent ainsi d'identifier les enjeux locaux et de dÃ©finir une programmation pluriannuelle de travaux. L'exercice n'est pas forcÃ©ment aisÃ© puisqu'il n'Ã©cessite de faire le bilan des besoins du territoire concernÃ©, et de la disponibilitÃ© de la ressource, Ã l'instant T, mais Ã©galement de se projeter Ã 10 ou 15 ans. Une Ã©chelle de temps difficile Ã apprÃ©hender : est-ce que la stratÃ©gie dÃ©cidÃ©e aujourd'hui sera encore soutenable dans 10 ans ? "Il est nÃ©cessaire de rÃ©actualiser ces schÃ©mas", admet Jean-Marc Pillot.

Ce travail d'Ã©tat des lieux et de priorisations des actions implique une collaboration territoriale sur des pÃ©rimÃ“tres "inhabituels". Les Ã©chelles d'interconnexions ne sont en effet pas les mÃªmes que les Ã©chelles administratives. La rÃ©flexion doit se mener au niveau des bassins, qui font souvent fi des frontiÃ¨res dÃ©partementales et parfois mÃªmes rÃ©gionales. Enfin, les territoires concernÃ©s ne sont pas toujours tous au mÃªme stade de la rÃ©flexion. Ã‰ ce jour, toutes les grosses agglomÃ©rations ont lancÃ© ces dÃ©marches de vision stratÃ©gique, dans le cadre de la prise de compÃ©tence eau potable par les intercommunalitÃ©s ; du cÃ´tÃ© des plus petits syndicats, ce n'est pas encore partout le cas", constate Laetitia Simonot. Et quand la bonne entente territoriale est au rendez-vous, les blocages peuvent aussi venir de l'extÃ©rieur ! StÃ©phane Heyraud, qui accueillait la manifestation sur sa commune de Bourg-Argental dont il est maire, a pu tÃ©moigner des difficultÃ©s qu'il rencontrait pour mettre en œuvre le projet de sÃ©curisation et d'interconnexion avec l'agglomÃ©ration d'Annonay et plus particulierÃ©ment le barrage du Ternay. AprÃ’s la rÃ©alisation d'une Ã©tude de faisabilitÃ© conjointement avec Annonay RhÃ‘ne Agglo, le dossier se retrouve administrativement bloquÃ©. Il met par ailleurs en avant la difficultÃ© de se trouver face Ã de multiples financeurs, aux dossiers et calendriers respectifs de l'Agence de l'eau, du Conseil dÃ©partemental et de l'Ã‰tat via la DETR. Denis HonorÃ©, vice-prÃ©sident Eau potable Ã Annonay RhÃ‘ne Agglo,

partage ces constats. L'agglomération regroupe 29 communes, alimentées par 3 points de ressources différents : nappe alluviale du Rhône, barrage du Ternay, sources autres. L'État en 2022 a notamment surveillé, avec un suivi rapproché des ressources, une "chasse" aux fuites et une incitation à la sobriété dans l'usage de l'eau. Pour autant, la collectivité n'a pas pu éviter d'avoir recours à du portage d'eau en citerne pour certaines communes. "Cela nous interroge pour les années à venir, dans le cadre du développement du territoire, alerte-il. Nous devons désormais prendre en compte la disponibilité future de la ressource en eau dans nos réflexions d'aménagement, dès lors que cela induit une augmentation de la population." La collectivité ne manque pourtant pas de projets pour tenter de susciter cet accès à la ressource (réflexion autour de la récupération d'eau, nouvelle usine de traitement d'eau potable, interconnexions), mais l'État regrette qu'il y ait de moins en moins de subventions et que les blocages soient souvent administratifs ou réglementaires.

En conclusion, Jean-Luc Garcia, délégué régional Auvergne des Canaliseurs, a reconnu que cette volonté d'actions des collectivités était présente et essentielle. Toutefois, dans un contexte où l'urgence commence clairement à se manifester, il pose la question des délais provoqués par des blocages pas toujours compréhensibles... "Et si demain, il fallait vraiment accélérer les investissements ? Quelles solutions s'offrent à nous pour être plus réactifs ?"

Le Livre bleu des Canaliseurs